Accord constitutionnel

Il est opportun que ce débat commence ce matin. Comme je l'ai déjà dit, je me réjouis de la coopération et de la bonne volonté qui se sont manifestées à la Chambre à l'égard de cette très importante proposition. Je voudrais mentionner encore une fois l'appui apporté par les deux partis d'opposition qui ont accepté, tous les deux, que ce débat se déroule aujourd'hui. Cette coopération souligne la grande importance que les partis des deux côtés de la Chambre accordent à cet accord vraiment historique.

Comme vous le savez, monsieur le Président, les 11 premiers ministres du Canada ont signé l'Accord constitutionnel, le 3 juin, et ont ainsi engagé le gouvernement du Canada et les 10 gouvernements provinciaux dans un processus qui aboutira à des modifications constitutionnelles et qui ramènera le Québec au sein de la famille constitutionnelle canadienne. Les Canadiens considèrent cet accord comme une étape très importante de l'évolution constitutionnelle de notre pays qui a enflammé l'imagination de tous les Canadiens et qui a reçu l'appui de tous les partis à la Chambre.

Comme vous le savez, Monsieur, la Chambre des communes a déjà joué un rôle important dans les événements qui ont mené à la conclusion de l'Accord du lac Meech, le lendemain de la conclusion de l'Accord du lac Meech, le premier ministre (M. Mulroney), le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) et le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) ont fait des déclarations à la Chambre. Je devrais dire qu'à ce moment-là le premier ministre a établi clairement sa position en répondant à des questions sur la façon dont nous avions l'intention de procéder pour traiter cette très importante question. J'attire l'attention des députés sur la déclaration qu'il a faite en réponse au député de Windsor-Ouest (M. Gray) qui demandait des éclaircissements sur le processus qui devait être adopté. Selon la page 5615 du *hansard*, le premier ministre (M. Mulroney) s'est exprimé en ces termes:

Nous tiendrons la Chambre au courant du déroulement des événements et elle pourra examiner tous les aspects des propositions qui pourront être faites.

Le débat d'aujourd'hui constitue la preuve que le gouvernement honore cet engagement.

A une question que lui a posée le député de Saint-Denis (M. Prud'homme), le premier ministre a donné la réponse suivante, qui figure à la page 5616 du *hansard*:

Chose certaine, nous tiendrons compte de toutes les suggestions qui permettront aux députés et à la Chambre de participer le plus activement possible et également à la Chambre d'exercer un leadership moral au pays et auprès des autres gouvernements qui sont engagés dans le processus décisionnel.

Voilà des engagements de la plus haute importance, que nous sommes en train de tenir.

Le 11 mai, nous avons débattu les principes de l'entente du lac Meech. Je vais à nouveau rendre hommage à tous ceux qui ont pris part à ce débat, car les députés des deux côtés de la Chambre ont fait des interventions fort importantes. Je souligne le fait que ce débat ne portait que sur les principes de l'entente. La proposition d'amendement constitutionnel dont la Chambre est maintenant saisie émane de l'entente de principe, mais elle renferme aussi nombre d'idées et de propositions

présentées lors des débats qui ont eu lieu tant à la Chambre même qu'à l'extérieur.

Je tiens à dire à mes collègues que l'appui qu'ils ont tous apporté a contribué à la cohésion à laquelle on a pu parvenir, en définitive, le 3 juin 1987. Il convient donc que le Parlement examine maintenant le fond de l'Accord constitutionnel, afin de s'assurer que tous les Canadiens comprennent mieux cette initiative. Il n'est que normal que le Parlement fournisse une tribune où les intéressés pourront participer au débat national.

Ainsi, le gouvernement a proposé qu'un comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit nommé, afin d'examiner l'Accord constitutionnel de 1987 qui a été signé à Ottawa le 3 juin 1987 par les premiers ministres du Canada, et de faire rapport à ce sujet. On propose que ce comité mixte, formé de 12 députés et de cinq sénateurs, soit coprésidé par un représentant de chaque Chambre. Il est opportun d'examiner cet accord constitutionnel dans le cadre d'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes et d'assumer nos responsabilités dans le même esprit de coopération qui a conduit les premiers ministres à conclure un accord, tout d'abord au lac Meech et enfin, à Ottawa, le 3 juin, ainsi que dans le contexte historique des discussions constitutionnelles.

Le comité aura le pouvoir de former les sous-comités qui lui semblent nécessaires. Il pourra tenir des audiences, recevoir des mémoires écrits ou entendre des exposés oraux. On propose également qu'il soit autorisé à poursuivre ses audiences, indépendamment de tout ajournement qui pourrait avoir lieu au cours des mois d'été. En outre, il aura le pouvoir d'autoriser, s'il le juge bon, la radiotélédiffusion de ses travaux.

Nous nous rappelons qu'en 1981 un comité mixte a apporté une contribution fort utile dans le cadre de nos initiatives constitutionnelles, à l'époque. Nous voulons une fois de plus créer un comité mixte, afin de poursuivre cet important travail. Enfin, on propose que ce comité mixte présente son rapport au plus tard le 14 septembre 1987.

Les dispositions de l'Accord constitutionnel ont une grande portée et, par le fait même, une importance fondamentale pour tous les Canadiens. Il n'est donc pas surprenant que l'Accord fasse l'objet de bien des éditoriaux, qu'un large éventail d'associations fassent connaître leurs points de vue et que cette question intéresse vivement le grand public. C'est tout à fait normal dans un pays démocratique comme le nôtre.

La création d'un comité mixte spécial, formé de représentants des deux Chambres et de tous les partis, est, selon nous, le meilleur moyen de favoriser ce dialogue national sur notre avenir constitutionnel. Les représentants de groupes de pression et les citoyens intéressés auront la possibilité de faire connaître en un même lieu leurs points de vue à un groupe fort représentatif de parlementaires. Je crois qu'une telle initiative favorisera la cohérence et la continuité du travail important du Parlement sur cette question. Bref, un comité spécial mixte servira de véritable point de convergence qui nous permettra d'approfondir notre compréhension de l'Accord constitutionnel.